



Communisme & écologie

PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS
COMMISSION
ÉCOLOGIE

FÉVRIER 2012

Animateur

Hervé Bramy
membre du Conseil national
chargé de l'Écologie

ÉCOLOGIE

UN VECTEUR MAJEUR DE TRANSFORMATION

Il se passe quelque chose d'inhabituel dans le pays. Bousculant bien des scénarios établis, le Front de Gauche apparaît dans le paysage en bonne place. Les sondages relatifs aux intentions de vote se situent entre 7 et 9 %. Cela permet d'envisager le Front de Gauche comme deuxième force à gauche à l'issue des deux scrutins à venir.

Le meilleur résultat possible pour Jean-Luc Mélenchon et l'élection d'un plus grand nombre de député-e-s communistes et du Front de Gauche (FdG) sont déterminants. Car c'est au Parlement que se votent les lois, pas à l'Élysée. Quel que soit le président élu, pour dépasser la crise sur la durée, combattre les politiques d'austérité et ouvrir en grand les portes du changement, les mobilisations, les luttes et les rassemblements, sont d'ores et déjà à inscrire au calendrier politique post élection. Au Sénat, notre groupe est influent et contribue à de réelles avancées progressistes. Une majorité de gauche à l'Assemblée nationale, avec un groupe Front de Gauche renforcé, permettrait de nouveaux et réels changements dans le domaine social, économique et bien sûr écologique.

À y regarder de près, le thème de la planification écologique est très présent dans les débats de la campagne. La crise du système productiviste capitaliste est dénoncée au même titre que la crise financière ou démocratique. L'idée que les ressources naturelles sont limitées, que le capitalisme est vecteur d'immenses gâchis, qu'il privilégie le consumérisme « vert » au détriment d'une réponse réelle aux besoins vitaux, que les atteintes aux écosystèmes sont considérables, que les États libéraux sont incapables de résoudre la crise de l'écologie – comme on l'a une nouvelle fois constaté lors du sommet de Durban sur le climat – sont autant de prises de consciences citoyennes.



Les communistes prennent à bras le corps tous ces enjeux. Ils portent dans les assemblées citoyennes leurs réflexions et propositions afin d'enrichir le programme partagé du Front de Gauche. Pour l'essentiel des formations du FdG, l'écologie est un champ de grandes convergences et de rassemblement afin de préserver l'humanité. Nous opposons au productivisme libéral, prédateur de ressources naturelles, la planification écologique au service du développement humain durable, réducteur d'inégalités sociales et environnementales.

Ainsi un important travail collectif des formations du FdG a été produit dans le domaine de l'agriculture. Il porte, du national à l'international, le projet alternatif d'une ambitieuse politique agricole répondant à la satisfaction des besoins alimentaires des femmes et des hommes. Il est possible de mettre en œuvre un plan de transition agricole permettant de stopper et inverser le processus de concentration, de relocaliser les activités par l'installation facilitée de jeunes agriculteurs avec une juste rémunération du travail. Enfin, au plan européen, il s'agit d'avancer vers une nouvelle politique agricole (PAC)... La commission Agriculture, Pêche, Forêt produit de

DANS CE NUMÉRO

Actualités

- Après Durban : l'urgence d'agir
Hervé Bramy page 3
- Communiqués de presse pages 4-5
- Tractations PS/EELV : pour un débat public et citoyen à gauche
Déclaration des commissions
Écologie-Énergie page 6

Énergie

- Quels choix énergétiques ?
Amar Bellal page 7
- Avenir énergétique :
l'indispensable débat public national
s'enracine page 8

Produits alimentaires

- Un revenu agricole décent
pour organiser la transition écologique
de l'agriculture page 9
- Bibliographie page 10



UN VECTEUR MAJEUR DE TRANSFORMATION

façon régulière un journal actualisant les positions du Front de Gauche. Ils sont à votre disposition pour animer vos débats.

À l'approche du Forum mondial de l'Eau, en mars prochain, à Marseille, le débat se développe notamment sur les moyens de protéger la ressource, sur les modes locaux de gestion publique de l'eau potable et de l'assainissement, les enjeux du financement de l'eau en France.

Nous voulons sortir l'eau des griffes du marché et des multinationales. Les travaux engagés lors de la rencontre nationale en décembre dernier nous permettent d'être offensifs avec la création d'un grand service public de l'eau dont nous avons précisé les missions. Nous avons réaffirmé que la compétence appartenait aux communes et qu'elle devait le rester. Le service public national de l'eau devra permettre la réduction des inégalités du prix de l'eau à l'échelle du pays, développer la recherche en secteur public aujourd'hui captée par le privé, constituer une filière de formation professionnelle. Le droit effectif à l'eau pour tous, dont nos parlementaires sont porteurs au travers d'une proposition de loi, reste plus que jamais d'actualité. Cette loi propose que la facture de l'eau ne dépasse pas 3% des revenus des familles. À gauche, d'autres approches sont privilégiées qui sont loin de répondre à ce droit. Ceci dit, Sarkozy, en inaugurant le forum, portera sans aucun doute une proposition très proche de la nôtre qui préservera les intérêts des entreprises *a contrario* de notre position. Nous ne le laisserons pas voler nos idées. Un tract national sera très prochainement disponible à cette fin. Par ailleurs, nous finalisons un document référence sur notre politique publique de l'eau que nous diffuserons aux fédérations. Nous pourrions nous retrouver nombreux à Marseille avec les communistes des Bouches du Rhône pour contribuer aux luttes en préparation, notamment avec les élus et au sein du Forum alternatif.

Enfin, pour en rester aux points les plus saillants, le débat énergétique est omniprésent dans la campagne. Cette édition traite abondamment du sujet ; je ne développe donc pas. Disons simplement que le travail produit par les commissions *Énergie, Recherche et Écologie* depuis notre séminaire de mars dernier est volumineux. La présentation par Pierre Laurent, notre secrétaire national, de *10 principes pour une transition énergétique* réussie en constitue une étape forte. Le débat énergétique dans le pays est vigoureux. Pour ce qui nous concerne, nous ne voulons pas le réduire à un débat pour ou contre le nucléaire. D'autres enjeux sont à l'ordre du jour : le droit à l'énergie à un prix abordable pour tous, les défis du changement climatique et l'urgente nécessité de réduire les émissions de gaz à effet de serre, les atouts et inconvénients de chaque source d'énergie pour composer le mix le plus performant et le plus efficace possible pour satisfaire aux besoins des foyers et de la société... Dans le programme partagé, nous annonçons que la politique énergétique 100% publique fera l'objet d'un grand débat public, sous contrôle citoyen, et sera conclu par un référendum. Le nucléaire civil est au cœur des divergences avec nos partenaires du FdG comme au sein de la gauche d'ailleurs. Certains sont pour la sortie du nucléaire. D'autres veulent le réduire considérablement en échangeant des circonscriptions contre la fermeture de centrales. Nous avons dénoncé le caractère politicien de l'accord PS-EELV. Nous combattons, tout aussi frontalement, la gestion précarisée du nucléaire de la droite qui sacrifie la sécurité sur l'autel du profit. Très prochainement, nous éditerons une série de contributions pour faire suite au dossier énergétique de la *Revue du Projet*. Enfin, un important travail se poursuit afin de préciser dans les prochaines semaines la nature de notre choix de mix énergétique qui privilégie l'alliance des ENR au nucléaire civil 100% public.

Nous ne manquons donc pas d'éléments pour faire valoir nos arguments, contribuer au débat public électoral et ainsi favoriser les rassemblements sur le vote FdG.

Oui, nous pouvons créer l'évènement en avril et juin prochains !



Hervé Bramy



APRÈS DURBAN

L'urgence d'agir



C'est consternant. Une fois de plus, les 200 délégations de la conférence internationale de Durban sur le changement climatique ont laissé « en suspens » les décisions. Plus personne ne conteste la véracité des travaux du GIEC qui confirment, rapport après rapport, que la température de la planète s'élève de façon exponentielle. Cette évolution est due à l'activité humaine notamment des pays les plus riches et les plus industrialisés. Le GIEC ne cesse d'alerter sur l'urgence d'agir pour la réduction d'émissions des gaz à effet de serre (GES) produites par les énergies carbonées (gaz, pétrole, charbon principalement). Si rien n'est entrepris le niveau de réchauffement de la planète pourrait atteindre plus de 4 à 5° C supplémentaires. À ce niveau, les catastrophes se multiplient : sécheresses accentuées, avancées désertiques, inondations, tsunamis, élévation du niveau des mers, fonte des calottes polaires... constitution d'une nouvelle catégorie de réfugiés due au climat. Il est donc impératif de limiter le réchauffement à 2° C d'ici 2100, les pays industrialisés devraient réduire leurs émissions de GES de 25 à 40% en 2020 par rapport à 1990.

À Copenhague, les chefs d'État s'étaient déplacés. On sait ce qu'il en est advenu. Ils se sont peu déplacés à Cancun¹ comme à Durban. La crise financière, puis celle de la dette se sont installées durablement, les pressions des bourses et des agences de notation ont occupé le terrain politique.

Chaque sommet est marqué de déceptions fortes et de toutes petites notes d'espoir. Ainsi, à Durban, les délégations se sont mises d'accord sur quatre points. La prolongation jusqu'en 2017 du protocole de Kyoto (prévu fin 2012), seul texte juridiquement contraignant. L'élaboration d'un nouveau système contraignant de réduction d'émissions de GES d'ici 2015, avec entrée en vigueur d'ici 2020. La nature exacte de ce nouveau texte juridique n'a pas été arrêtée. Ils ont confirmé la mise en place d'un *Fonds vert* pour le climat doté de 100 milliards de dollars par an, promis par les pays développés, pour aider financièrement les pays en développement d'ici 2020 dans leur action contre le changement climatique et ses effets. Des financements privés seront sollicités pour le programme Redd, mécanisme de réduction des émissions issues de la déforestation et de la dégradation des terres.

Le mécanisme de la mise en œuvre conjointe (MOC) de Kyoto, qui finance des projets destinés au stockage de carbone ou à la réduction des GES, n'a pas fait l'objet d'une nouvelle impulsion. Ces projets permettent de générer les fameux crédits de GES utilisables par les investisseurs aujourd'hui cotés en bourse.

Les négociations achoppent toujours sur les mêmes choses. Les décisions de la France et de l'Europe restent plutôt bien appréciées, même si elles restent encore trop limitées. En effet, la température de la France en 2011 est déclarée la plus chaude depuis un siècle. Les États-Unis confirment leur opposition à tout engagement contraignant et refusent de modifier leurs choix énergétiques. Canada et Australie sortent de Kyoto. Les pays en développement exigent plus d'engagements des pays riches.

Plus on tarde et plus la facture sera élevée. Le nouveau processus à engager devra élever le niveau d'ambition en matière de réduction d'émission de GES afin de combler le fossé entre les engagements pour 2020 et l'objectif de contenir le réchauffement sous le seuil de 2° C.

Les objectifs de réduction de GES demandent des convictions, du courage et d'énormes moyens financiers. Efforts de conviction pour engager l'incontournable transition énergétique afin de réduire l'utilisation des énergies carbonées. Le courage pour concevoir un nouveau mode de développement à l'échelle planétaire n'excluant aucune nation du progrès. Les moyens financiers pour concrétiser tout cela dans chaque pays, auxquels s'ajoute le règlement de la dette écologique des pays riches vers les pays en développement (fonds vert et transfert de technologies).

« Tout reste à faire », proclame André Chassaigne, député PCF-FdG, à l'issue de son déplacement à Durban. Notre député a en novembre déposé à l'Assemblée nationale une proposition de résolution² afin que la France s'engage de façon déterminée dans la lutte contre le réchauffement climatique.

L'urgence commande de sortir de cette stagnation. Pas de perspective d'avancées sans que les peuples s'emparent du débat. Les communistes, leurs élus, leurs candidats aux législatives peuvent l'amplifier lors de la campagne électo-rale. Avec la planification écologique et les 10 principes pour une transition énergétique réussie portée par le PCF³, nous portons de fortes propositions. Nous pouvons contribuer à la prise de conscience citoyenne qu'il est urgent et possible de réduire l'utilisation des énergies carbonées et favoriser l'émergence d'un nouveau mix énergétique rééquilibré 100% public (ENR et nucléaire sécurisé).⁴

Hervé Bramy

1. Copenhague et Cancun : voir articles précédents dans *CommunisteS* et la revue *Communiste et écologie*.

2. Voir blog André Chassaigne.

3. Texte disponible sur le site du PCF.

4. Lire également les contributions de Paul Sindic dans *l'Humanité* du 4 janvier et *HD* 5 janvier 2012, ainsi que la *Revue du projet* de janvier.



COÛTS DE LA FILIÈRE NUCLÉAIRE déclaration du PCF

La cour des comptes vient de publier son rapport sur les coûts de la filière nucléaire. Il met en évidence l'importance de ce secteur dans la vie économique de la nation au cours des décennies écoulées et dans la période actuelle pour un résultat où l'électricité est en France parmi la moins chère des pays européens, résultat objet de biens des convoitises tant à l'extérieur de nos frontières qu'à l'intérieur.

En effet, si les chiffres annoncés par la cour des comptes sont légèrement supérieurs de ceux provenant d'autres estimations, il n'en demeure pas moins que toutes les estimations convergent pour considérer que l'électricité produite à partir du nucléaire civil est très sensiblement moins chère que celle produite à partir du gaz, du fuel, du charbon et de toutes les énergies renouvelables – hydraulique exceptée – au stade actuel de leur développement technique et économique.

Ce rapport confirme indirectement que ce n'est pas la concurrence qui fait baisser les prix, et que celle-ci ne vise qu'à augmenter la facture énergétique des Français. Au contraire, si ceux-ci bénéficient encore d'une électricité moins chère qu'ailleurs, c'est grâce aux investissements consentis par des générations de Français dans

l'hydraulique puis le nucléaire. Il est juste qu'ils continuent à en bénéficier demain. La loi Nome qui vise à les en spolier doit être abrogée.

L'importance des sommes en jeu souligne également l'effort à faire pour améliorer la sûreté des centrales – actuelles et futures – Et les communistes ne cesseront d'affirmer que tous les recommandations et exigences demandés par l'ASN pour améliorer la sûreté doivent être effectuées par les exploitants, et en premier lieu par EDF. L'atout constitué par le nucléaire civil, pour être maintenu et conforté, doit s'accompagner d'un souci permanent de sécurisation, tant sur le plan matériel qu'humain.

Au-delà des controverses que ne manqueront pas de susciter tel ou tel aspect du rapport, celui-ci constitue un élément important pour alimenter le débat public que le Front de Gauche appelle à mener pour définir la politique énergétique de la France.

le 01 février 2012

l'Office national des Forêts tronçonné !

Les personnels de l'ONF (Office national des Forêts) occupent depuis ce matin leur direction.

Le Parti communiste français apporte son soutien à celles et ceux qui depuis de nombreux mois s'opposent au tronçonnage de l'institution au travers du contrat État/ONF, de la RGPP et au recul des droits sociaux de ses travailleurs. Le Front de gauche, le PCF encouragent les forces syndicales à se rassembler pour résister au démantèlement de l'outil, de lutter contre les suppressions d'emplois de gardes forestiers et de personnels administratifs, d'exiger ensemble et avec force des moyens pour assurer la protection de la forêt, de s'attaquer aux causes qui sont à l'origine de nombreux suicides dans ce milieu. Avec le Front de gauche, l'ONF sera renforcé et la pérennité de son financement garantie.

Le Parti communiste français fait de la politique forestière une mission d'intérêt général, avec l'ambition de créer un grand service public regroupant toutes les missions afférentes à la forêt publique et privée.

le 31 janvier 2012





CLIMAT

Conférence de Durban : la France doit rompre le silence sur les négociations climatiques

À quelques jours de l'ouverture de la Conférence des Nations unies sur les changements climatiques prévue du 28 novembre au 9 décembre à Durban (Afrique de Sud), le silence règne sur le contenu que les grandes puissances voudront donner aux négociations. Après le fiasco de Copenhague et les renoncements de Cancun, la crise climatique semble être la grande absente des préoccupations des grandes économies mondiales.

La lenteur et l'insuffisance des engagements internationaux renforcent chaque jour un peu plus le scénario du pire en matière climatique. Mais les appels répétés du secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-Moon, pour parvenir à Durban à « un accord sur une continuation du Protocole de Kyoto [...] pour déboucher sur un accord climatique global » ne semble pas trouver l'écho escompté chez ceux qui semblent bien plus préoccupés par la sauvegarde de leurs placements financiers que par l'avenir de l'humanité.

Cet enjeu fondamental mérite mieux que le glissement politique inquiétant qui s'opère depuis plusieurs mois : un système non contraignant de limitation des émissions de GES, épargnant la responsabilité des grandes puissances, et confiant le climat aux seuls outils de marché.

Face à cette situation inacceptable, j'ai déposé à l'Assemblée nationale, avec l'ensemble des député-e-s communistes, citoyens et Parti de gauche, une « proposition de résolution sur les engagements internationaux à tenir en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre dans le cadre de la préparation de la Conférence de Durban ».

Elle revient sur les dérives des dernières négociations climatiques, et demande notamment que la France mène une action diplomatique résolue : pour faire avancer l'ensemble des États sur des engagements contraignants et pour la mise en œuvre rapide de politiques de coopération novatrices, notamment en matière énergétique.

Plutôt que de réserver à quelques initiés la compréhension des enjeux et le contenu des négociations internationales sur le climat, nous pensons au contraire que l'ensemble des citoyens doit connaître tout à la fois l'ampleur des bouleversements sociaux et écologiques en jeu, comme les fondements idéologiques et politiques des mécanismes négociés à l'échelle internationale. Notre pays devrait lancer au plus tôt un large débat public sur la nécessaire maîtrise du réchauffement climatique, sur la gravité de ses conséquences potentielles, et sur les mesures à prendre pour le maîtriser dans le cadre d'une planification écologique.

André Chassaing, député du Puy-de-Dôme

le débat énergétique ne peut se satisfaire de tractations de couloirs

Le débat public et citoyen sur la politique énergétique de la France prend de l'ampleur dans le cadre des élections présidentielle et législatives 2012. Ce débat doit se poursuivre de manière sérieuse et approfondie.

Or des tractations sont en cours, entre le Parti socialiste et Europe Écologie/Les Verts, visant à attribuer quelques postes de députés à ces derniers sur la base de la fermeture d'unités de production nucléaire ou l'arrêt du chantier de l'EPR de Flamanville.

Les communistes n'ont pas l'intention de laisser les batailles politiciennes guider la politique énergétique de la France. Ils proposent, avec leurs partenaires, dans le cadre du programme populaire partagé du Front de Gauche, un grand débat public sur les enjeux énergétiques permettant aux citoyen-ne-s et aux salarié-e-s d'en être partie prenante.

En effet, en aucune façon, la politique énergétique de la gauche pour la France et l'Europe ne peut s'affranchir des enjeux énergétiques planétaires tels que le droit à l'énergie pour tous à un prix abordable, le réchauffement climatique, l'épuisement des ressources, le développement de la recherche, la complémentarité des sources d'énergie avec les ENR, la sécurité de toutes les installations... La gravité de la situation, qui peut mettre en péril l'avenir de notre planète et de l'humanité, mérite l'examen de réponses pertinentes et réalistes sans exclusive. Ce débat ne peut se satisfaire de tractations de couloirs.

C'est d'autant plus déterminant que l'avenir de bon nombre de salariés et de familles de ces régions en découle, tout comme les factures énergétiques des Français qui atteignent déjà les limites du tolérable.

PROPOSITION DE RÉSOLUTION**sur les engagements internationaux à tenir en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre dans le cadre de la préparation de la Conférence de Durban (CoP 17)**

présenté par Mesdames et Messieurs

André CHASSAINGE, Marie-Hélène AMIABLE,
François ASENSI, Martine BILLARD, Alain BOCQUET,
Patrick BRAOUEZEC, Jean-Pierre BRARD,
Marie-George BUFFET, Jean-Jacques CANDELIER,
Jacques DESALLANGRE, Marc DOLEZ, Jacqueline FRAYSSE,
André GERIN, Pierre GOSNAT, Jean-Paul LECOQ,
Roland MUZEAU, Daniel PAUL, Jean-Claude SANDRIER
et Michel VAXÈS

pour accéder au texte

<http://www.assemblee-nationale.fr/13/propositions/pion3815.asp>



ÉNERGIE

pour un débat public et citoyen à gauche

déclaration des commissions Écologie-Énergie sur les tractations politiciennes PS/EELV autour de l'énergie nucléaire

Nous avons alerté sur les dangers de la conclusion d'un accord réalisé à la hâte entre le PS et EELV sur les enjeux énergétiques en dehors de tout débat public. Nous considérons en effet qu'il n'était pas possible que l'avenir énergétique de la France se règle par des « tractations de couloirs » en échange de circonscription .

Le résultat est là, comme le souligne Pierre Laurent, secrétaire national : « Un accord bâclé, sans ambition réelle pour une politique cohérente de transition énergétique, avec des dangers évidents pour la maîtrise publique et industrielle de la filière, le sort des salariés et les tarifs de l'énergie ».

Ainsi, cet accord comporte l'engagement de la fermeture de 24 réacteurs nucléaires d'ici 2025, en commençant par l'arrêt immédiat de Fessenheim, l'arrêt du retraitement et la filière MOX (combustible) mais aussi la réduction de la consommation d'électricité ! Le contenu de cet accord provoque de l'inquiétude et de la colère chez les salariés du nucléaire. Arrêter un site nucléaire, ce sont des conséquences économiques, sociales en cascade ! Ce sont des familles entières qui vont se trouver pris en otage, subissant la délocalisation de leur emploi, voire la perte de celui-ci. Comment prendre de telles décisions sans leur donner droit au chapitre?

La polémique relative à la valse hésitation du passage concernant la filière MOX dans le texte du PS conforte notre opinion sur la légèreté d'un compromis politicien qui risque – s'il devait être confirmé – de compromettre l'avenir énergétique de notre pays.

Le Front de Gauche propose une autre méthode : un grand débat public national et citoyen auquel seront associés les salariés. Un débat conduit de façon sérieuse et approfondie, tranché par un référendum. La gauche pour réussir le changement et assurer le droit à l'énergie pour toutes et tous, à un prix abordable, ne peut faire l'impasse sur cette exigence démocratique.

Nous considérons que la première des urgences est de faire face aux risques patents du réchauffement climatique et donc d'élaborer un plan de sortie des énergies carbonées. Plus généralement, nous sommes favorables à plan d'économies d'énergie. Nous visons la sobriété énergétique, c'est-à-



dire moins de consommation pour des usages identiques.

En ce qui concerne le nucléaire, nous nous prononçons pour le maintien de la filière industrielle 100% publique et mieux sécurisée au sein d'un mix énergétique rééquilibré.

Pour ce faire, nous versons au débat la proposition de la création d'un véritable service public à travers la constitution d'un pôle public de l'énergie, émancipé des logiques financières (contrairement à ce qu'organisent actuellement les partis de droite et le Medef dans le secteur privatisation-sous traitance). Celui-ci serait doté de capacités d'investissement dans la recherche, dans la promotion d'un plan industriel de développement des énergies renouvelables et de nouvelles capacités de production, tout en maintenant un coût d'accès à l'énergie acceptable pour tous les usagers.

Il s'agirait également de fédérer tous les acteurs de la filière énergétique, qu'ils relèvent de la recherche, de la production ou de la distribution de l'énergie, et en premier lieu EDF, GDF, du CEA et d'AREVA, et ceci pour aller vers de nouvelles formes de nationalisations. En toute indépendance, l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) et, en appui technique, l'Institut de recherche en sûreté nucléaire (IRSN) doivent rester les outils indépendants de contrôle de la sûreté et de la radioprotection.

Que le débat s'ouvre vraiment à gauche !





quels choix énergétiques ?

Amar Bellal*

Parler aujourd'hui d'énergie, c'est être au carrefour d'un enjeu technique, politique, social, économique, écologique et ce sont des choix qui engagent plusieurs générations.

Droit à l'énergie, besoins en France et dans le monde et questions environnementales avec le réchauffement climatique et les pollutions directes constituent un triple enjeu auquel il faut répondre simultanément. En effet, proposer des politiques qui négligent un seul de ces aspects n'est pas crédible et terriblement dangereux pour l'avenir. C'est le cas par exemple d'une des variantes du scénario du GIEC mis en avant médiatiquement en mai 2011 sans réelle nuance et sans citer tous les détails de l'étude. Cette étude laisse entendre qu'il serait possible de produire à l'échelle mondiale 75 % de l'énergie par du renouvelable d'ici 2050. Pourtant, lorsqu'on lit dans le détail, on se rend compte qu'elle table sur des projections sous-estimant les besoins mondiaux, ce qui exclurait, de fait, des milliards d'êtres humains des perspectives de développement. Disons-le clairement, c'est inacceptable.

Depuis la maîtrise du feu, l'énergie est un des symboles de notre émancipation : elle nous soigne, nous nourrit, nous cultive, nous transporte... Elle conditionne notre niveau de productivité et donc la libération des forces productives qui peuvent ainsi se consacrer à d'autres activités, elle permet le mouvement du progrès. Une des originalités du projet communiste, à l'opposé du malthusianisme, est de trouver légitime la satisfaction des droits élémentaires de tous les êtres humains et cette conviction profonde qu'aujourd'hui, nous avons les capacités techniques de pouvoir y répondre complètement. Le principal obstacle à ce projet étant d'ordre politique, vu la nature du système capitaliste qui ne vise en aucun cas cet objectif, mais la maximisation des profits.

Dis-moi quelle quantité et type d'énergie tu consommes et je te dirais comment tu vis et quelle est ton espérance de vie : tel pourrait être un résumé de l'importance que prend la satisfaction de ce droit. Pas étonnant que les débats liés aux choix énergétique soient très souvent passionnés. Il y aurait beaucoup à dire sur les raisons profondes de ce phénomène mais si la passion est toujours aussi vive, c'est qu'elle interroge très étroitement notre relation au progrès, à la nature, au temps, à la confiance en la science et aux hommes qui l'élaborent, à notre relation aux risques que nous sommes prêts à accepter. Sur ce dernier point, prenons l'exemple des déchets nucléaires : les connaît-on vraiment ? A-t-on vraiment des éléments de comparaison avec le volume des déchets des autres activités humaines ? On serait étonné d'apprendre par exemple que la quantité des déchets ultimes de toute la production du parc élec-

trinucléaire français depuis son existence pourrait tenir dans une piscine olympique...

La nature même du capitalisme est source de pollutions. Pourtant, est-on prêt à l'accepter ou devons-nous considérer que cela reste encore trop et qu'il faut par conséquent « sortir du nucléaire » ? La durée de nocivité est de plusieurs dizaines de milliers d'années, c'est un facteur dont il faut évidemment tenir compte. Des solutions sont par exemple étudiées tel que l'enfouissement dans des couches géologiques stables depuis plusieurs millions d'années, ce qui exclurait un retour à la biosphère. Ces problématiques de longue durée et de nocivité sont-elles des questions spécifiques au nucléaire ? Prenons l'exemple des centrales à charbon et des secteurs du transport par route qui, en plus des gaz à effet de serre, rejettent des centaines de tonnes de métaux lourds chaque année dans la biosphère : rappelons-le, ces déchets ont une durée de vie infinie, sont tout aussi nocifs et ne bénéficient pas de la même attention médiatique... Nous pourrions aussi faire ce même exercice de comparaison concernant la pollution réelle pour les différentes filières. L'accident de Fukushima est survenu à la suite d'un tremblement de terre d'une ampleur considérable et, à juste titre, l'attention s'est focalisée sur les rejets radioactifs dans l'océan et aux alentours sur terre ferme. Ce n'est pour autant pas la seule pollution. Des polluants toxiques de longue durée ont été rejetés dans l'océan suite au tsunami sur la côte japonaise, notamment ceux de l'industrie chimique. La question de « la sortie de la chimie » a-t-elle été posée pour autant ? Une pollution n'en balaie pas une autre, certes, mais nous devons nous efforcer de bien énoncer les problèmes, par exemple en ayant un examen sérieux du niveau de risque que nous sommes prêts à accepter, et des moyens que nous nous donnons pour le réduire au minimum. La question des moyens que l'on se donne est évidemment très politique et pointe du doigt la nature du capitalisme avec les défaillances de TEPCO pour Fukushima, mais aussi de BP lors de la marée noire du golfe du Mexique : des économies de quelques millions de dollars sur des systèmes de sécurité ont conduit à une des plus grandes pollutions maritimes de l'Histoire.

C'est en ce sens que nous souhaitons un grand débat sur l'énergie, traitant tous les aspects, avec une réelle expertise scientifique, afin que les citoyens puissent choisir en toute connaissance de cause. Puisse ce dossier en être une vraie contribution.

Je conclus en insistant aussi sur le fait que nous devons interroger nos modes de consommation. La société actuelle produit des biens qui se périment de plus en plus vite, préférant la valeur d'échange à la valeur d'usage des objets, les désirs construits artificiellement par la société de consommation aux services socialement utiles : sur ce terrain aussi, la politique doit agir et inverser les logiques.

* Amar Bellal est coordonnateur du dossier « Lumières sur l'énergie ». La Revue du Projet, n° 13, janvier 2012.

**AVENIR ÉNERGÉTIQUE****l'indispensable débat public national s'enracine !**

Le débat public national sur l'avenir énergétique, lancé par Pierre Laurent le 29 mars, se poursuit activement. Dans la lettre *Communisme & écologie* n°14 (pages 11 à 14), Luc Foulquier a fait une synthèse des débats et initiatives du PCF tenus de mars à juillet 2011, tout en soulignant les grandes problématiques soulevées. Ci-dessous, le récapitulé des initiatives tenues après juillet dont les informations sont parvenues à la commission.

La qualité et la quantité des compte-rendus de ces initiatives transmis à la commission témoignent de l'intérêt du Parti et de nos concitoyens sur les enjeux énergétiques. À ce titre, on ne peut faire l'économie de saluer l'impulsion qu'a donné à nouveau le secrétaire national, Pierre Laurent, par son déplacement à Romans-sur-Isère le vendredi 25 novembre pour rencontrer les salariés de la FBFC (AREVA) suivi d'un débat public en soirée à Portes-lès-Valence. Dans le même esprit, Pierre s'est rendu à l'EPR de Flamanville vendredi 20 janvier, a rencontré les communistes du secteur de l'Énergie le mercredi 8 février à 18 h 30 au siège du PCF.

Notons également l'entrée en scène depuis janvier du LEM (*Lieu d'étude sur le mouvement des idées et des connaissances*) qui co-organi-

se avec la Fondation Gabriel Péri une série d'auditions sur le thème *Énergie et développement : un enjeu de civilisation*. Ces auditions ont débuté le 20 janvier 2012 et se poursuivront tous les vendredis jusqu'au 24 février. Pour mémoire et par ordre chronologique, on peut citer : 20 janvier 2012, Mr Jean-Louis Legrand, (coordinateur interministériel sur les problématiques des véhicules décarbonés), le 27 janvier 2012, Mr Jacques Trelin, (ancien administrateur du CEA et de l'IPSN, ancien secrétaire général de l'Union générale de l'énergie atomique) sur les besoins actuels et futurs en énergie, le 30 janvier 2012, d'Edouard Brézin (ancien président de l'Académie des Sciences) sur le nucléaire, le 17 février, Mr Pierre-René Bauquis (professeur chargé de mission à l'Institut français du pétrole) sur les perspectives d'évolutions en matière d'énergies fossiles, le 24 février 2012 matin, Mr Henri Proglio (président d'EDF), le 24 février 2012 à 15 h 00, Mr Jean Jouzel (climatologue) sur l'enjeu climatique et perspectives de substitutions par les énergies renouvelables. Enfin il y a lieu de mentionner l'utilisation intelligente de l'internet et la liste de diffusion pour communiquer et approfondir la discussion sur la politique de l'énergie en France, en Europe et dans le monde.

LES INITIATIVES SUR L'ÉNERGIE ENTRE JUILLET 2011 ET MARS 2012

Amar Bellal, 3 mars 2012. Assemblée citoyenne sur Écologie en Ardèche.

Hervé Bramy, 3 février. Planification Endocrinologie, Assemblée citoyenne Livry Gargan (93), 15 personnes.

Luc Foulquier, 7 février, dans la petite commune du **Rove**. 50 personnes (malgré le climat) pour discuter de la politique énergétique.

Pierre Laurent, Valérie Goncalve, 8 février, siège du PCF. Rencontre avec les communistes du secteur de l'Énergie.

Hervé Bramy, 14 février. Planification Écologie-Énergie, Assemblée citoyenne Aubervilliers (93), 80 personnes.

Hervé Bramy, 23 février. Planification Écologie-Énergie, Cap Breton (fédération des Landes), 80 personnes.

Amar Bellal, 19 janvier. Assemblée citoyenne sur *Énergie et pouvoir d'achat* à Fontenay (Val-de-Marne).

Hervé Bramy, 23 janvier. Débat/rencontre Énergie, Bagneux (92), 40 personnes.

Hervé Bramy, 25 janvier, Paris. Demi-journée de travail sur le bois et charbon en lien avec la fédération de la Nièvre.

Pierre Beauvois, 2 et 3 décembre. Colloques sur *Cogénération-méthanisation* à Cahors et à Capdenac dans le Lot.

Hervé Bramy, 3 décembre, conseil national du PCF. Séminaire sur le thème : *L'eau, un nouveau défi pour l'humanité*.

Jean-Claude Cheinet, 10 décembre. Débat sur la gestion de l'eau (énergie, irrigation, eau potable, etc.) organisé par MNLE Paca et ville de Ste Tulle (04) ; plus de 80 participants ; très larges échos dans la presse locale.

Amar Bellal, 10 décembre. Assemblée citoyenne sur Écologie- Énergie à Giens dans le Loiret.

Jean Barra, 12 décembre, réunion CIDEFE à Montluçon. Le débat a porté sur les conséquences de la loi Nome, et une présentation de l'évolution du secteur, ainsi que des échanges sur l'énergie renouvelable, nucléaire. Le 4 pages reprenant les 10 principes que Pierre Laurent a exposés à Romans le 25 novembre a été présenté, et bien accueilli par les participants.

Valérie Goncalves, 27 novembre, Fête de l'Humanité/Normandie. Débat *Le capitalisme nuit gravement à l'environnement. Sortons-le!*

Claude Aufort, 26 novembre. Débat organisé par les camarades de EDF-R&D à Moret.

Claude Aufort, 25 novembre. Débat interne des élus de gauche du du Conseil régional de Lorraine.

Pierre Laurent, 25 novembre. Devant la FBFC (AREVA) de Romans-sur-Isère.

Pierre Laurent, 25 novembre. Débat public en soirée à Portes-Lès-Valence.

Jean-Michel Bochaton, 5 novembre. Journée de formation *Les enjeux énergétiques et l'action des collectivités pour défendre le service public de l'énergie.*

Jean-Claude Cauvin, 18 novembre, Saint-Maximin. Débat public: *Écologie et politique énergétique de la France*.

Jean-Claude Cheinet, 8 novembre. Débat sur la gestion des déchets nucléaires à partir du film *Into eternity*. Initiative du cinéma J Renoir. Environ 60 personnes.

Valérie Goncalves, 5 novembre, Portes-les-Valence. Sur l'enjeu *Énergie*.

Aline Parmentier, 23 octobre, Mulhouse. Débat lors de la fête fédérale *Le climat otage du capitalisme, quelles solutions pour préserver la planète ?* Avec Pierre Gérard de l'association *Sauvons le climat*.

Jean-Claude Cheinet, 7 octobre. Débat sur les gaz de schistes à partir du film *Gasland*. Initiative du Café citoyen. Prés de 100 personnes.

Luc Foulquier, Michèle Rivasi (EELV), E.Sordet (EDF), Pierre Villard (Mouvement de la Paix), 10 octobre, Aubagne, dans le cadre du Forum mondial. Débat sur *Les énergies de demain, la place du nucléaire* à l'initiative de la municipalité et le *Monde diplomatique*.

Amar Bellal, 12 octobre. Initiative européenne sur l'énergie, lycée de Vendôme.

Amar Bellal, 21 octobre. Réunion publique sur l'Écologie et l'Énergie dans l'Eure à Pitre.

L. Foulquier et J. Barra, 21 octobre, Albertville. Fédération de Savoie. Débat PCF sur l'énergie.

Luc Foulquier et Jean Claude Cauvin, 21 octobre. Soirée de formation du PCF des Bouches-du-Rhône.

L.Foulquier et M.Villota, élu CGT au Conseil d'administration d'EDF. 8 octobre, Bollène PCF/Vaucluse. Fête de section.

Alain Rouault, 15 septembre. Débat sur *Les enjeux des réseaux d'énergie*. Espace collectivités de la Fête de l'Humanité

Amar Bellal, 16 septembre. Débat *Relocalisation de la production et planification écologique*. stand du Parti de Gauche à la Fête de l'Humanité.

Hervé Bramy, 17 septembre. *Après Fukushima, quels choix énergétiques pour le XXIème siècle ?*- Stand du Conseil national à la Fête de l'Humanité.

Marie-Claire Cailletaud, Valérie Goncalves, 17 septembre. Forum social organisé par la FNME-CGT. Débat: *Quel avenir pour le nucléaire, en France et dans le monde, après Fukushima ?* Stand du Forum social de la Fête de l'Humanité.

Jean Barra, 18 septembre. Stand de l'Aisne. Rencontre-débat sur les gaz de schiste. *Raréfaction du pétrole, Fukushima : quelles alternatives pour l'énergie ?*

Claude Mounier, 10 septembre. *Sortir du nucléaire, c'est possible?* Stand de la section PCF de Val de Seine, Essonne 91.

Jean-Claude Cheinet, fin mai, Budapest. Rencontre sur *À l'ombre des risques industriels*, par les amis locaux du *Monde diplomatique* ; participation de divers pays européens.



ENCADREMENT DES PRIX DES PRODUITS ALIMENTAIRES un revenu agricole décent pour organiser la transition écologique de l'agriculture

Jean-Pierre Boinon

En valeur constante, le résultat agricole net par actif agricole a baissé de 10% en 10 ans de 2000 à 2010. Alors que les prix agricoles, en valeur courante, ont augmenté de 13% au cours de la dernière décennie (l'ensemble des prix à la consommation a augmenté de 18,4% sur la période), les prix alimentaires à la consommation ont augmenté de 22%. Cette évolution divergente des prix agricoles payés au producteur et des prix alimentaires payés par le consommateur a bénéficié principalement à la grande distribution dont les marges ont presque doublé en dix ans. En 2010, 25% des exploitations ont un revenu par actif inférieur à 11300€, soit un niveau inférieur au SMIC. Les plus faibles revenus en agriculture se trouvent dans les secteurs de l'arboriculture fruitière, du maraîchage, de l'élevage de bovins viande et d'ovins.

Sur la dernière décennie, le nombre d'exploitations a diminué de 26 % et l'emploi agricole de 22%.

Cette diminution de l'emploi agricole hypothèque les capacités de notre pays à maintenir, dans les prochaines décennies, une agriculture diversifiée, de qualité, à dimension humaine. La conséquence en est un modèle de production de plus en plus intensif, reposant sur de grandes exploitations spécialisées, nécessitant un volume toujours plus important d'intrant et de matériel au détriment du travail. Ce modèle de production agricole entraîne une surconsommation de ressources non renouvelables, une dégradation de la biodiversité et des pollutions coûteuses pour le consommateur et le contribuable, notamment celles qui concernent les nappes phréatiques.

Parallèlement, aujourd'hui, en France, des hommes et des femmes ne peuvent pas manger à leur faim ni se nourrir de produits de bonne qualité, car les prix sont trop élevés et leur pouvoir d'achat est en berne. Plus de 9 millions de personnes, soit 13,5 % de la population, vivent sous le seuil de pauvreté. Depuis le milieu des années 90, la consommation française en légumes ou

fruits frais est stagnante ou en diminution. Sur la période 2000-2010, la production française de légumes a régressé de 14% et celle de fruits frais de 17%. Parallèlement, les importations explo-

sent (+ 22% pour les légumes frais, + 15% pour les fruits). Aujourd'hui, on importe pour casser les prix de nos productions, notamment les productions saisonnières. La déréglementation des relations commerciales entre producteurs et distributeurs, notamment par la consécration du principe de libre négociation des conditions générales de vente, a affaibli les producteurs dans la négociation. Les produits agricoles et alimentaires ne sont pas des biens de consommation comme les autres qu'on pourrait échanger sur des marchés mondialisés fortement spéculatifs, mettant en péril tant la survie de nos exploitations que l'autosuffisance alimentaire de l'Europe et, *in fine*, l'équilibre alimentaire mondial.

C'est dans ce sens qu'il faut comprendre le projet de loi visant à « encadrer les prix des produits alimentaires » défendu à l'Assemblée nationale le 1er décembre dernier par le député communiste du Puy de Dôme, André Chassaing.

Ce projet de loi propose de créer un coefficient multiplicateur entre le prix d'achat et le prix de vente des produits agricoles et alimentaires, de définir un prix minimum indicatif pour chaque production agricole qui évoluerait en fonction des coûts de production, et de créer une conférence annuelle entre producteurs (en élargissant le champ de la représentativité syndicale agricole aux organisations minoritaires), fournisseurs et distributeurs afin de négocier un niveau plancher de prix d'achat aux producteurs.

Avec un coefficient multiplicateur appliqué aux importations, la grande distribution n'aura plus intérêt à acheter à des prix très bas à l'étranger puisque sa marge bénéficiaire sera beaucoup plus étroite. L'établissement d'un prix d'achat minimum ne vise qu'à rétablir un juste équilibre entre tous les acteurs de la filière, au bénéfice des consommateurs et des paysans. Ce projet de loi a pour but d'enrayer la dégradation des capacités de production de l'agriculture française, de garantir une production locale et de qualité, condition nécessaire pour le développement de circuits courts qui peut être que profitable pour le consommateur.

Cette proposition de loi, instituant une mesure apparemment très technique, s'inscrit dans la logique du programme agricole du Front de Gauche visant à organiser la transition écologique de l'agriculture, qui se traduira notamment par une relocalisation de la production agricole proche des consommateurs, par un développement de l'emploi agricole et par une production agricole plus économe en ressources non renouvelables.





**Pour en finir
avec l'arme nucléaire**

Pierre Villard

La dispute. 2011

La science en jeu

Jean-Michel Bernier

Étienne Klein, Hervé le Guyaver

Heinz Wismann

Actes Sud/IHEST. 2010

**Dans la lumière
et les ombres. Darwin et le
bouleversement du monde**

Jean-Claude Ameisen

Fayard - Seuil. 2008

hors série Nucléaire

Le Monde

novembre 2011 - 98 p.

Le fanatisme de l'apocalypse

Pascal Bruchner

Grasset. 2011

**Accident de Fukushima : les
impacts, les conséquences**

Revue générale nucléaire

n° 4 - juillet aout 2011

**Le nucléaire.
Débats et réalités**

Bertrand Barré

Ellipses. 2011

**La catastrophe de Fukushima.
Quelles sont ses causes et ses
conséquences**

François Ramade

Le courrier de la nature n° 258 janvier/février
2011 - p. 2041